



ÉVÉNEMENT POLITIQUE

FACE-À-FACE PHILIPPE MARTINEZ LAURENT BERGER "CE QUE NOUS POURRIONS FAIRE ENSEMBLE"

Rencontre à "Marianne" des leaders de la CFDT et de la CGT. De nombreux points de convergence se sont révélés entre les deux principales centrales syndicales. Un débat riche et animé.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE DEQUAY ET HERVÉ NATHAN

En costume, sans cravate, Laurent Berger, le patron de la CFDT, et Philippe Martinez, le nouveau leader de la CGT, sont arrivés en avance à la nouvelle adresse de *Marianne*, rue Broca. Confiants, mais concentrés, comme avant un rendez-vous important. Après une séance photo, les deux secrétaires généraux qui structurent le paysage syndical français ont débattu, pour la première fois, de ce qu'ils « pourraient faire ensemble et avec d'autres pour décanter la situation du pays, miné par le chômage et la montée d'un Front national raciste », selon l'expression de Philippe Martinez. « Parce qu'on crève d'une vision économiste qui

ne part pas de la réalité des gens » et qu'il faut « promouvoir un développement économique misant sur la qualité », a insisté Laurent Berger. Sans occulter les tensions qui existent entre les deux syndicats. Mais, entre le moustachu ancien de Renault et le travailleur social de la Loire-Atlantique, *Marianne* en mettrait sa main au feu, la confiance qui faisait cruellement défaut à leurs prédécesseurs est en hausse...

Marianne : Dans cette drôle de guerre contre le chômage que le pays ne gagne pas, vous avez participé à d'importantes négociations sur le marché du travail, la sécurité sociale professionnelle (formation, droits rechargeables). François Hollande en proposant un pacte de responsabilité aux partenaires sociaux et les Français derrière vous espéraient un sursaut patriotique. Las, la croissance a beau rebondir, la précarité s'envole. Quel diagnostic portez-vous sur ce moment particulier ?

Laurent Berger : Je ne sais pas s'il s'agit d'un moment particulier. Je me méfie des assertions sur la croissance qui repart. Je suis certain, ►



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

PHILIPPE MARTINEZ

(en haut, à g.)
54 ans, a été désigné secrétaire général de la CGT le 3 février 2015, en remplacement de Thierry Lepaon, démissionnaire. Technicien chez Renault, il était depuis 2008 patron de la Fédération des travailleurs de la métallurgie.

LAURENT BERGER

(ci-contre), 47 ans, a été élu secrétaire général de la CFDT le 28 novembre 2012. Il succède à François Chérèque. Travailleur social, il était depuis 2003 le patron de l'union régionale CFDT des Pays de la Loire.

hannah assouline

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur



► en revanche, que le pays crève de cette vision économiste qui ne part pas de la réalité de nos concitoyens. Leur horizon, c'est leur vie à eux, pas les échéances électorales. Ils s'inquiètent du mal-être social, des fractures qui traversent la société, de notre incapacité à endiguer le chômage. Ils ont besoin de perspectives, même lorsqu'ils ne sont pas dans la difficulté. Non seulement la crise du capitalisme financier de 2008-2009 a révélé un besoin de régulations qui n'ont pas été mises en œuvre, mais les salariés, les chômeurs, vivent sans y avoir été préparés une gigantesque mutation. Par exemple, avec l'arrivée du numérique, on nous annonce la suppression de 3 millions d'emplois ! Il faut anticiper cette transition, comme la transition écologique ! Quel modèle de développement faut-il construire ? Quels sont les bons leviers ? Voilà ce qui nous mobilise.

En 2014, la CFDT espérait tout de même, en soutenant le pacte de responsabilité,

mener une réflexion sur les politiques d'investissement, d'emploi, de formation ! Certains ne jouent pas le jeu ?

L.B. : Nous avons fait ce choix sans penser qu'il s'agissait d'une solution miracle. Nous ne le regrettons pas, même s'il y a un manque de mobilisation dans certaines branches. Divisé, le patronat reste dans la plainte. Il attend tout de l'Etat, alors qu'il prône un Etat moins interventionniste. C'est une forme de schizophrénie, aggravée par la mesure prochaine de la représentativité respective de ses organisations. Le gouvernement n'a pas non plus réformé la fiscalité. Le pays a du mal à afficher ses grands choix : qui doit payer et pour quoi. Un exemple : nous planchions récemment à Matignon sur la relance de l'apprentissage, sujet consensuel s'il en est. Or, depuis la fin 2014, les recrutements de jeunes professionnels... ont fléchi ! Pourquoi n'y arrivons-nous pas ?

L'Elysée l'a annoncé, il ne changera pas de politique

économique. La CFDT et la CGT doivent-elles se résigner à en limiter les effets ?

Philippe Martinez : A la CGT, nous pensons que l'on ne peut pas continuer avec des mesures consistant à essayer – et c'est sûrement de bonne foi – de limiter la casse. Qu'il faut nous confronter aux salariés, afin de faire surgir des revendications. Les politiques, les hiérarques de Bercy méconnaissent le travail. Et désespèrent des millions de salariés de l'industrie, des services, auxquels on dit : « Vous êtes trop cher », alors qu'ils perçoivent des rémunérations très basses au regard de leurs qualifications. Dans la métallurgie, dont je suis issu, 85 % des embauches en entrée de grille sont au-dessous du Smic ! Je croise aussi des ouvriers, des cadres qui s'effarent de travailler avec des résultats désastreux en termes de qualité. Or, l'exécutif s'est enfermé dans une logique que le patronat met à profit : déréglémentons, allégeons les charges, simplifions, et la machine repartira. Nous voulons évaluer les aides que les entreprises



perçoivent de l'Etat, de l'Europe, de leur région, leur département. Les conditionner afin que l'argent public soutienne exclusivement l'emploi. C'était notre différence d'appréciation avec la CFDT sur le pacte de responsabilité. Après les élections régionales, on annonce déjà 2,5 milliards d'aides supplémentaires aux entreprises !

L.B. : Philippe, la CFDT s'est battue pour que la trajectoire du pacte de responsabilité soit annoncée... mais pour que les aides 2016 et 2017 ne soient pas inscrites dans la loi ! Je le martèle : les aides potentielles de 2016 ne devront être versées qu'aux branches et entreprises qui ont investi, formé, créé de l'emploi. Je partage ta volonté de partir des salariés, de leurs aspirations de pouvoir d'achat, de protection sociale. Comme l'énonce un vieux slogan de la CFDT : « On change la société quand on commence à changer le travail ». Toutefois, ce qui nous sépare, c'est rarement la lecture de la réalité, ou nos valeurs. Ce sont les propositions, le rôle du syndicalisme. C'est pourquoi l'unité syndicale n'est pas un problème sans être un passage obligé. Je pense que l'on pourrait la vie sociale en lui assignant des échéances politiques. Les salariés veulent un syndicalisme utile. Par le passé, la contestation nous a réunis plus que nos propositions. Nos divergences récentes ont aussi accentué, sur le terrain, les tensions entre nos équipes. A l'union locale de Saint-Nazaire, quand j'étais jeune et qu'il y avait une initiative prise par la CGT, les militants disaient : « Nous, on fait quoi ? Maintenant, nous, pas question qu'on y aille. »

Marianne ne prône pas le syndicalisme unique, loin s'en faut. Il y a tout de même chez les salariés une demande plus forte de convergence à l'endroit des syndicats qu'à l'endroit des partis. Faut-il envoyer, là où ça chauffe, des médiateurs ?

L.B. (avec le sourire) : Ça pourrait être une initiative pour détendre l'atmosphère...

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

hamilton / réa

« LES HIÉRARCHES DE BERCY MÉCONNAISSENT LE TRAVAIL ET DÉSESPÈRENT LES MILLIONS DE SALARIÉS DE L'INDUSTRIE. »

PHILIPPE MARTINEZ

P.M. : Laurent a raison, c'est tendu par endroits et compliqué. Il ne s'agit pas de faire semblant d'être d'accord. Mais d'essayer de construire des alternatives, réfléchir sur notre utilité. J'en suis convaincu : tant que nous ne rapprocherons pas nos positions sur des sujets majeurs, nous ne décanterons pas la situation dans ce pays ! A la CGT, on a un débat sur le coût du capital (versus celui travail) qui – que l'on soit d'accord ou pas – mériterait un travail en commun avec les salariés.

LES DEUX LEADERS au rassemblement pour les libertés fondamentales au Trocadéro, à Paris, le 18 février dernier. "Tant que nous ne rapprocherons pas nos positions sur des sujets majeurs, nous ne décanterons pas la situation dans ce pays !" lance Philippe Martinez.

En se posant la question : y a-t-il de l'argent ou pas en France, en Europe ? Parce que, forcément, s'il n'y a pas d'argent, il faut se serrer la ceinture, négocier des plans de compétitivité, « d'agilité », geler les salaires. En revanche, s'il y a de l'argent, on peut indemniser les personnes privées d'emploi sans raboter leurs droits, former les salariés en entreprise aussi, afin de prévenir les exclusions professionnelles. Dans les grands groupes qui engrangent des bénéfices, versent des dividendes, des *golden hello*, des *silver bye*, nous pourrions être d'accord sur ce qui coûte cher à l'économie française. Nous serions alors aussi utiles aux salariés. Peut-être plus qu'en leur négociant une prime de départ un peu plus élevée... sans rien inverser !

L.B. : Sur ce que tu as dit avant, je n'ai pas beaucoup de désaccords. Là où les salariés pensent qu'il doit y avoir unité d'action, comme à Areva, dont le démantèlement que nous redoutons a fait l'objet d'un communiqué, elle existe. Là où il y a des bénéfices, comme chez Total, nous nous battons pour une juste répartition. La CFDT refuse un syndicalisme qui limiterait la casse du modèle social. Mais nous refusons aussi le *statu quo*. Il faut affronter les réalités, même déplaisantes ! Les questions du coût du travail, de la compétitivité ne sont pas taboues. Citons le cas de l'hôpital, dont les personnels surinvestis souffrent énormément [Philippe Martinez soutient]. La responsabilité est simple à déterminer : il faut dégager des financements supplémentaires, réfléchir à la réorganisation du travail. Mais, dans les secteurs où les commandes ne viennent pas, ne dépendent pas d'ici, c'est complexe. Négocier un PSE pour un syndicaliste, ce n'est pas le truc le plus kiffant, mais il faut assumer nos responsabilités, cela fait partie du job si dans le même temps, j'insiste, on planche sur l'avenir des territoires et des filières qui permettront à l'emploi de revenir quand l'économie repartira. Il n'y a pas de réponse clés en main. En ►



► Bretagne, en Loire-Atlantique, les industriels qui conçoivent des produits élaborés tournent bien et la redistribution s'opère. Dans une société bloquée, il faut se donner des marges de manœuvre pour construire un développement qui aille vers la qualité, le progrès humain, qui s'interroge sur la finalité de l'activité. Sur ces sujets aussi, nous pourrions réfléchir ensemble.

Décidément, avec vous, métallurgie et Loire-Atlantique sont devenues les deux laboratoires du pays...

P.M. : Entre ce que la CGT voudrait et la réalité, il y a aussi des différences. J'accepte tout à fait que mon organisation paraphe un accord qu'elle a critiqué lorsque les salariés l'ont décidé parce que certaines dispositions améliorent leur situation concrète. Ce n'est pas partagé par tous dans mon organisation, c'est cependant notre conception de la démocratie en entreprise.

L.B. : Sur ce point, nos approches peuvent être similaires. La CFDT recueille les aspirations des salariés en réalisant plus de 100 000 « enquêtes flash » par an. Elle leur ouvre des espaces de parole. Toutes démarches qui servent à élaborer nos propositions en lien avec nos valeurs et nos objectifs. Notre engagement se fait en fonction du résultat. Toutefois, une différence subsiste : lorsque nous obtenons des avancées, même si elles sont insuffisantes, même si elles ne règlent pas le problème en son ensemble, nous prenons ! Sinon, les salariés se désespèrent de la démocratie et du syndicalisme. Je te propose de travailler ensemble sur un vrai sujet : le chômage de longue durée. Car, si l'économie repart, des gens resteront scotchés parce qu'il n'y a pas de formations d'accompagnement disponibles. Nous devons dégager des moyens supplémentaires.

Des jeunes, des exclus de longue durée, les outsiders reprochent à vos centrales de négociier

plus d'augmentations pour vos électeurs que d'embauches. Faut-il que les privés d'emploi soient affiliés à leur syndicat d'origine pour que vous vous démeniez pour eux ?

P.M. : On ne peut pas faire reposer l'absence de reprise de l'emploi sur les droits acquis des salariés. Il faut lutter contre cette idée. Quel que soit le dessein du gouvernement, nous refuserons une flexibilisation des contrats de travail !

L.B. : Sur ce point aussi, nous sommes d'accord. Nous luttons contre ces inégalités en développant des droits attachés à la personne et non plus au seul CDI : le compte personnel de formation, les congés portables, les droits rechargeables, la complémentaire santé généralisée maintenue douze mois après une rupture d'emploi, le compte pénibilité, le temps partiel d'au moins vingt-quatre heures.

P.M. : Reconnaissons que c'est compliqué. Quatre-vingt-cinq pour cent des jeunes débutent dans la vie active sous un statut précaire. Alors ils nous disent : « *Vous ne voulez pas de contrat jeune et vous avez raison. Mais, nous, comment on fait ?* » Tout en étant en phase avec ce réel, la CGT se refuse d'offrir aux jeunes un avenir au rabais. Nous avons des comités de chômeurs... très actifs. Nous allons au-devant des salariés quelle que soit leur situation. J'étais récemment à Narbonne, où l'union locale utilise un camping-car comme antenne mobile pour les rencontrer. Car la CGT doit s'ouvrir plus largement aux chômeurs, aux jeunes qui galèrent, aux précaires. Les privés d'emploi restent encore trop un monde parallèle dans notre organisation.

L.B. : La CFDT étant organisée territorialement, on ne change pas de syndicat lorsqu'on perd son emploi. Nous avons créé un service aux adhérents qui s'appelle « Réponse à la carte » pour les accompagner dans leurs parcours professionnels et aussi « L'ouvre-boîtes » : dès qu'un adhérent a connaissance d'un recrutement, il le fait savoir.

Les politiques d'austérité, de rigueur ont été conçues au niveau européen. Mais la CES, la Conférence européenne des syndicats, n'est pas très offensive quand en France nombre de travailleurs des transports et de l'agriculture estiment que l'Europe est à l'origine de leurs malheurs depuis qu'elle a imposé la liberté de circulation...

L.B. : Le syndicalisme européen a vécu ce qu'a vécu l'Europe politique. On s'est tous retrouvés dans un débat avec un camarade grec, un Autrichien, un Allemand et un Français qui ne partageaient pas la même réalité. Dans l'Union, nos organisations ont mis du temps à convaincre des syndicalistes qu'il fallait adopter des salaires minimaux. Dans certains pays, la négociation



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

denis allard / réa

collective est plus protectrice que la loi. Sous Barroso, il n'y a eu aucune place pour le dialogue social : le syndicalisme était au mieux considéré comme une chambre d'écho du mal-être. Nous ne pouvons pas manifester tous les quinze jours à Bruxelles ! La CES écrit donc un texte réaffirmant son rôle de proposition et son engagement dans le dialogue social afin de saisir une petite ouverture de la Commission Juncker sur ce sujet. Sans que l'on soit assuré de sa sincérité...

P.M. : La diversité syndicale en Europe est grande, mais elle s'atténue. Car des modèles qui ont été idéalisés, comme la cogestion, le syndicalisme de service, sont rattrapés par des réalités déstabilisantes. Si les syndicats allemands notamment ont voulu un Smic, c'est parce que les grandes entreprises dans lesquelles ils se renforçaient devenaient des oasis... dans un désert d'inégalités et de bas

CHEZ RENAULT, une manifestation des salariés CGT de Sandouville en grève, à l'entrée de l'assemblée générale des actionnaires au Carrousel du Louvre, à Paris, le 30 avril.

« TRAVAILLONS ENSEMBLE SUR UN VRAI SUJET : LE CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE. NOUS DEVONS DÉGAGER DES MOYENS SUPPLÉMENTAIRES. » LAURENT BERGER

salaires. D'aucuns, dans les pays de l'Est, qui croyaient s'en sortir seuls ont compris en entendant Carlos Ghosn déclarer que les Roumains sont devenus trop chers, que le boulot continue à tourner autour de la Terre... La question qui se pose est donc : la CES doit-elle se cantonner à un syndicalisme de professionnels qui se confrontent à des directions d'entreprise, des politiques, dans des salles fermées ? Et là, je suis convaincu qu'avec les meilleurs arguments du monde on n'y arrivera pas. On doit évoluer vers un

syndicalisme européen directement accessible aux salariés, afin qu'ils ne se contentent pas de compter les points, comme ils le font vis-à-vis des institutions politiques bruxelloises. En favorisant les rapprochements, on verrait le travailleur détaché sous un autre angle que celui « qui vient piquer le boulot ».

L.B. : Il faut renforcer la directive sur les travailleurs, mais il y a eu des avancées. Sur ce point, la loi Macron, qui alourdit considérablement les sanctions à l'endroit des employeurs fraudeurs, est positive. A nous ➤



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

jean-claude moschetti / réa

► maintenant d'avoir un travail syndical. La CFDT a édité des guides qui aident à dénoncer les abus. Nous avons un partenariat dans l'agroalimentaire avec des syndicalistes bulgares du Podkrepa. Les travailleurs détachés doivent être embauchés aux mêmes conditions que les salariés français. C'est une vision syndicale universaliste, humaniste, l'inverse de la vision xénophobe du Front national.

Le Front national se targue d'être le premier parti des ouvriers, des employés. Comment réagissez-vous ?

P.M. : Le Front national est nuisible pour les travailleurs parce que c'est un parti raciste. On a beau tourner le problème dans tous les sens : une formation qui assène que, si vous n'avez pas de boulot, c'est la faute à un étranger, c'est un parti raciste et c'est vieux comme la nuit. Il surfe sur des idées sociales, sans

GRÈVE À ALCATEL-LUCENT, à Orvault (Loire-Atlantique), contre la fermeture du site, en novembre 2013. Les grévistes transforment symboliquement l'entrée du site en bastion imprenable.

« LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS DOIVENT ÊTRE EMBAUCHÉS COMME LES FRANÇAIS. C'EST UNE VISION UNIVERSALISTE, ANTI-FRONT NATIONAL. » LAURENT BERGER

jamais remettre en cause les inégalités patrimoniales, les subventions des entreprises. Ces élus ne disent jamais que les travailleurs détachés les plus nombreux sont français parce que leurs patrons-voyous préfèrent délocaliser leurs sièges dans des pays frontaliers, pour s'exonérer de leurs impôts et cotisations !

L.B. : Je partage ton point de vue sur le racisme. J'ajoute que le Front national a une vision très autoritaire de la société, antisyndicale. De surcroît, il nous emmènerait dans le

mur au niveau économique. Le FN, c'est un chef, des décisions imposées, sans dialogue ni coopération. Notre société devra donc choisir entre une société raciste, ultra-autoritaire et une vision coopérative dans laquelle on met les grands équilibres sur la table et débat des compromis. Sur ce sujet du Front national, comme des discriminations ou même de la laïcité, nous publierons d'ailleurs prochainement, avec la CGT et d'autres organisations syndicales, un texte important. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L.D. ET H.N.